

Articles légaux — Wettelijke artikels			Projets — Projecten	Crédits non dissociés (en francs) — Niet-gesplitste kredieten (in frank)	Activités — Activiteiten	Allocations de base (et check digits) — Basisallocaties (en check digits)
Départements — Departementen	Divisions — Afdelingen	Programmes — Programma's				
19	55	2	- Marchés publics conformément aux directives de l'Union européenne. Overheidsopdrachten overeenkomstig de richtlijnen van de Europese Unie.	105 270	2	55.22.41.02 (72)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 899

[S - C - 97/1]

Arrêté royal autorisant les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête scientifique portant sur les conditions de vie des ménages belges

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" à recevoir communication de certaines informations du Registre national dans le cadre d'une enquête portant sur les conditions de vie des ménages belges.

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué par l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Le "Centrum voor Sociaal Beleid" des U.F.S.I.A. est plus particulièrement chargé de l'activité de recherche envisagée.

Le Centre est chargé d'enquêter sur la situation des ménages dans le domaine de la répartition des revenus, de la sécurité sociale et de la pauvreté. Cette enquête porte tant sur le développement d'une théorie générale de la politique sociale dans l'Etat-providence que sur le soutien et l'évaluation de la politique en la matière.

L'enquête se fonde dans une large mesure sur l'analyse de données provenant d'enquêtes socio-économiques à grande échelle parmi les ménages belges. De telles enquêtes ont déjà eu lieu en 1976 (uniquement en Flandre), en 1982, 1985, 1988 et en 1992 (dans toute la Belgique). Depuis 1985, les enquêtes sont caractérisées par l'établissement d'un panel : l'échantillon initial de 1985 a été à nouveau interrogé en 1988 et en 1992. De cette manière, on peut disposer de données longitudinales portant sur un échantillon représentatif de ménages belges. Ce type d'enquête a reçu la dénomination de "panel socio-économique".

L'enquête est cofinancée par le "Programme de valorisation des banques de données socio-économiques fédérales". La nouvelle interrogation est prévue pour 1996.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 899

[S - C - 97/1]

Koninklijk besluit waarbij aan de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van een wetenschappelijk onderzoek naar de leefomstandigheden van de Belgische huishoudens

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister te verlenen in het kader van een onderzoek naar de leefomstandigheden van de Belgische huishoudens.

De rechtsgrond van het ontworpen besluit wordt gevormd door artikel 5, tweede lid, b, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het Centrum voor Sociaal Beleid van de U.F.S.I.A. is in het bijzonder gelast met de geplande onderzoeksactiviteit.

Het Centrum wordt belast met een onderzoek op het domein van inkomensverdeling, sociale zekerheid en armoede. Het onderzoek richt zich zowel naar de ontwikkeling van een algemene theorie van het sociaal beleid in de welvaartsstaat als op de ondersteuning en evaluatie van het beleid ter zake.

Het onderzoek steunt in belangrijke mate op de analyse van gegevens afkomstig van grootschalige sociaal-economische enquêtes onder de Belgische huishoudens. Dergelijke enquêtes werden reeds gehouden in 1976 (enkel Vlaanderen), 1982, 1985, 1988 en 1992 (gans België). Sinds 1985 worden de enquêtes gekenmerkt door een panelopzet : de initiële steekproef uit 1985 werd opnieuw ondervraagd in 1988 en in 1992. Op die manier kan men beschikken over longitudinale gegevens van een representatief staal van de Belgische huishoudens. Dit onderzoeksdesign kreeg de benaming "sociaal-economisch panel".

Het onderzoek wordt mede gefinancierd door het "Programma tot valorisatie van federale sociaal-economische databanken". De nieuwe bevraging is voorzien voor 1996.

La communication d'informations du Registre national s'avère nécessaire pour l'accomplissement des tâches ci-après :

1° effectuer par commune un tirage de ménages privés. Au total, il sera demandé au Registre national de communiquer des informations sur environ huit mille ménages;

2° rechercher l'adresse actuelle des personnes qui ont déménagé depuis la dernière interrogation du panel.

Le contenu de l'interrogation se situe principalement dans le domaine socio-économique, avec un accent mis sur les revenus. Les points ci-après sont plus particulièrement abordés dans l'enquête :

- les caractéristiques socio-démographiques (sexe, âge, état civil, relations familiales);
- les caractéristiques socio-économiques (notamment le niveau d'enseignement, les activités sur le plan économique, la nature de l'emploi, etc.);

- les données relatives aux revenus de manière à obtenir des informations aussi complètes que possible en ce domaine (revenus du travail, de transfert et de patrimoine);

- les données relatives au logement et les indicateurs de confort.

Par une interrogation complémentaire, le "panel socio-économique" peut être combiné avec un autre projet de recherche : le "Programme de recherches socio-économiques prospectives" des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles prévoit une collaboration entre différentes universités sur un programme de recherche concernant l'efficacité, l'équité et la faisabilité politique de mesures de protection sociale pour des personnes âgées. Dans ce cadre, une enquête est prévue portant sur la fortune, les transferts entre les générations et la succession chez les personnes âgées. En combinant cette enquête avec le "panel socio-économique", il est possible d'obtenir un nombre plus élevé d'unités d'échantillonnage.

Les universités suivantes participeront à ce programme :

- l'Université de Liège;
- les Facultés universitaires Sint-Ignatius d'Anvers;
- l'Université libre de Bruxelles;
- la "Katholieke Universiteit Leuven";
- la "Vrije Universiteit Brussel".

Seules des données scientifiques seront échangées entre les centres de recherche. Les fichiers communiqués à d'autres chercheurs sont anonymes. Ils ne contiennent pas de données relatives au nom et à l'adresse, ni de numéro d'identification informatif. Les fichiers ne comportent pas de données relatives au domicile d'un niveau inférieur à celui de l'arrondissement ou de l'agglomération urbaine. L'information relative à l'âge reste limitée à l'année de la naissance. Les données à caractère personnel communiquées par le Registre national restent au "Centrum voor Sociaal Beleid".

Les U.F.S.I.A. ("Centrum voor Sociaal Beleid") sollicitent la communication des informations énumérées à l'article 3, alinéa 1°, 1° (les nom et prénoms), 2° (le lieu et la date de naissance), 3° (le sexe), 5° (la résidence principale) et 9° (la composition du ménage) de la loi du 8 août 1983 précitée.

La communication des modifications successives apportées à ces informations (historique) s'avère également nécessaire.

Etant donné que la collaboration des ménages ayant participé à l'enquête de 1992 est à nouveau sollicitée, l'article 1°, alinéa 2, limite à une période de cinq années l'extension dans le temps de l'accès à ces modifications.

Conformément à l'article 6, alinéa 1er, 3°, de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre, il est précisé, en ce qui concerne la période de conservation des informations du Registre national, que celles-ci doivent être effacées ou détruites au plus tard le 31 décembre 1998.

Le Gouvernement s'est également assuré que les précautions nécessaires ont été prises en vue de garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles les informations se rapportent :

1° il apparaît que la demande de communication d'informations du Registre national satisfait en tous points aux conditions fixées par l'arrêté royal du 3 avril 1995 précité en ceci notamment que :

- les U.F.S.I.A. sont dotées de la personnalité juridique;

De mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister is noodzakelijk voor de vervulling van de hierna vermelde taken :

1° per gemeente een trekking te doen van private huishoudens. In totaal zal aan het Rijksregister gevraagd worden mededeling te verstrekken van informatiegegevens over een achttuizendtal huishoudens;

2° het huidige adres op te sporen van personen welke sinds de vorige bevraging van het panel verhuisd zijn.

Het inhoudelijk aspect van de bevraging situeert zich voornamelijk in de sociaal-economische sfeer, met de nadruk op inkomensbevraging. Meer bepaald komen volgende aspecten in de enquête aan bod :

- socio-demografische kenmerken (geslacht, leeftijd, burgerlijke staat, gezinsrelaties);

- socio-economische kenmerken (o.a. onderwijsniveau, economische activiteit, aard van de tewerkstelling, enz.);

- inkomensgegevens, waarbij gestreefd wordt naar een zo volledig mogelijk inkomensbevraging (arbeids-, transfer-, en vermogensinkomens);

- huisvesting en comfortindicatoren.

Via een aanvullende ondervraging kan het "sociaal-economisch panel" gecombineerd worden met een ander onderzoeksproject : het "Programma voor toekomst gericht sociaal-economisch onderzoek" van de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele aangelegenheden voorziet een samenwerking tussen verschillende universiteiten rond een onderzoeksprogramma betreffende de efficiëntie, billijkheid, en politieke haalbaarheid van sociale beschermingsmaatregelen voor ouderen. In dit kader wordt een enquête voorzien betreffende het vermogen, intergenerationele transfers en erfing onder bejaarden. Door deze enquête te combineren met het "sociaal-economisch panel" kan een groter aantal steekproefeenheden bekomen worden.

De volgende universiteiten zullen aan dit programma deelnemen :

- Universiteit de Liège;
- Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen;
- Universiteit libre de Bruxelles;
- Katholieke Universiteit Leuven;
- Vrije Universiteit Brussel.

Tussen de onderzoeksgroepen worden uitsluitend wetenschappelijke bestanden uitgewisseld. De bestanden welke aan andere onderzoekers worden doorgegeven zijn anoniem. Ze bevatten geen naam- en adresgegevens, noch een informatief identificatienummer. De bestanden bevatten geen gegevens betreffende de woonplaats van een lager niveau dan het arrondissement of de stedelijke agglomeratie. De informatie met betrekking tot de leeftijd blijft beperkt tot het geboortjaar. De persoonsgegevens welke worden mededeeld door het Rijksregister blijven bij het Centrum voor Sociaal Beleid.

De U.F.S.I.A. (Centrum voor Sociaal Beleid) vraagt de mededeling van de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 2° (geboorteplaats en -datum), 3° (geslacht), 5° (de hoofdverblijfplaats), en 9° (de samenstelling van het gezin) van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

De mededeling van de opeenvolgende wijzigingen aangebracht aan deze informatiegegevens (historiek), blijkt eveneens noodzakelijk.

Aangezien dat de medewerking van huishoudens die hebben meegewerkt aan het onderzoek van 1992 opnieuw gevraagd wordt, beperkt artikel 1, tweede lid, de toegang in de tijd tot deze wijzigingen tot vijf jaar.

In overeenstemming met artikel 6, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn, wordt bepaald dat, wat betreft de periode van bewaren van de informatiegegevens uit het Rijksregister, deze uiterlijk op 31 december 1998 dienen uitgewist of vernietigd te worden.

De Regering heeft ook nagegaan of de nodige voorzorgen genomen werden om de bescherming van het privé-leven van de personen waarop de informatiegegevens betrekking hebben te waarborgen :

1° het blijkt dat de aanvraag om mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister op alle punten voldoet aan de voorwaarden vastgesteld door het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995, meer bepaald omdat :

- de U.F.S.I.A. over de rechtspersoonlijkheid beschikt;

— le "Centrum voor Sociaal Beleid" (en abrégé, C.S.B.) a désigné les bureaux de recherche privés DIMARSO S.A. et N.I.D. S.A. en qualité de sous-traitants. La sous-traitance consiste en ce que la S.A. DIMARSO se verra confier le travail d'enquête sur le terrain en collaboration avec sa filiale, la S.A. N.I.D., laquelle dispose également d'une unité appelée à procéder à des interrogations;

La collaboration avec ces bureaux de recherche se justifie par le fait que DIMARSO S. A. dispose d'un réseau d'interviewers formés et expérimentés et qu'elle a déjà effectué le travail sur le terrain pour les enquêtes précédentes. Concrètement, cette collaboration est organisée comme suit : le C.S.B. communique les informations obtenues via le Registre national à DIMARSO S.A. qui procède aux interviews conformément aux conditions imposées par le C.S.B. et sous son contrôle.

Après achèvement du travail d'interrogation et introduction des données, les fichiers sont transmis par DIMARSO S.A. au C.S.B. Les données relatives aux adresses sont ensuite effacées à l'intervention de DIMARSO S.A., et ce au plus tard le 31 décembre 1997.

Etant donné que la sous-traitance ne porte que sur des aspects secondaires de l'enquête et compte tenu du fait que toutes les opérations se déroulent sous la responsabilité du C. S. B., il peut être affirmé que la sous-traitance se fait en conformité avec les règles fixées en la matière par l'arrêté royal précité du 3 avril 1995.

Il n'y a dès lors pas d'objection à ce que DIMARSO S.A. et N.I.D. S.A. soient agréées en qualité de sous-traitants;

— Le "Centrum voor Sociaal Beleid" et ses sous-traitants disposent du personnel et du matériel nécessaires pour effectuer l'activité de recherche envisagée;

— tant les collaborateurs scientifiques du "Centrum voor Sociaal Beleid" que ceux des sous-traitants DIMARSO S.A. et de sa filiale N.I.D. S.A. ont signé une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la confidentialité des données communiquées par le Registre national;

— le "Centrum voor Sociaal Beleid" ainsi que DIMARSO S.A. et N.I.D. S.A. ont pris l'engagement de se soumettre au contrôle qui sera organisé tant par le Ministre de l'Intérieur que par la Commission de la protection de la vie privée;

— après qu'il aura été procédé aux interviews et que toutes les données auront été introduites par DIMARSO S.A. dans l'ordinateur, les fichiers seront transmis au "Centrum voor Sociaal Beleid". DIMARSO S.A. s'engage à n'utiliser les données relatives aux adresses que pour les besoins de l'enquête et à effacer ces données après la remise des fichiers de données au C.S.B.;

— le "Centrum voor Sociaal Beleid" stockera les informations à caractère personnel communiquées par le Registre national dans un fichier distinct de celui contenant les données à caractère scientifique. Les deux fichiers ne pourront être mis en relation qu'au moyen d'un numéro d'identification interne. Seuls les collaborateurs scientifiques du Centre spécialement désignés à cet effet disposeront de la clef permettant de mettre ces fichiers en relation;

— ne seront diffusées que des informations à caractère anonyme;

2° le préambule de l'arrêté en projet se réfère expressément aux articles 4 et 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Enfin, il y a lieu de souligner qu'il n'est pas fait obligation à l'U.F.S.I.A. de communiquer la liste des agents qui ont accès aux données du Registre national à la Commission de la protection de la vie privée. La raison en est que l'arrêté royal n° 14 du 22 mai 1996 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (M.B. du 30 mai 1996) ne l'impose pas non plus. Ledit article 6 concerne le traitement des données dites "sensibles".

A fortiori peut-il être déduit que dans le cas présent, où de telles données ne seront pas traitées, cette obligation ne doit pas être imposée.

— het Centrum voor Sociaal Beleid (afgekort C.S.B.) heeft de private onderzoeksbureaus DIMARSO N. V. en N.I.D. N.V. aangesteld in de hoedanigheid van onderaannemers. De onderaanneming bestaat erin dat de N.V. DIMARSO het onderzoekswerk op het terrein toevertrouwd wordt in samenwerking met haar dochteronderneming, de N.V. N.I.D., die eveneens over een eenheid beschikt die belast is met het uitvoeren van ondervragingen;

De samenwerking met deze onderzoeksbureaus wordt verantwoord door het feit dat DIMARSO N.V. beschikt over een netwerk van opgeleide en ervaren interviewers en reeds het veldwerk voor de vorige enquêtes heeft uitgevoerd. Konkreet wordt deze samenwerking als volgt georganiseerd: het C.S.B. deelt de via het Rijksregister verkregen informatiegegevens mede aan DIMARSO N.V., dat de interviews uitvoert volgens de voorwaarden opgelegd door het C.S.B. en onder zijn controle.

Na de afsluiting van de interviews en de invoer van de gegevens worden de bestanden door DIMARSO N.V. overgedragen aan het C.S.B. De adresgegevens worden vervolgens door DIMARSO N.V. gewist, en zulks ten laatste op 31 december 1997.

Gegeven dat de onderaanneming slechts betrekking heeft op bijkomende aspecten van het onderzoek en rekening gehouden met het feit dat alles verloopt onder de verantwoordelijkheid van het C.S.B., kan gesteld worden dat de onderaanneming gebeurt in overeenstemming met de door het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995 ter zake bepaalde regels.

Er is bijgevolg geen bezwaar tegen de erkenning als onderaannemers van DIMARSO N.V. en N.I.D. N.V.;

— het Centrum voor Sociaal beleid en zijn onderaannemers beschikken over het nodige personeel en materiaal om de geplande onderzoeksactiviteit te verrichten;

— zowel de wetenschappelijke medewerkers van het Centrum voor Sociaal Beleid als van de onderaannemers DIMARSO N. V. en zijn dochteronderneming N.I.D. N.V. hebben een verklaring ondertekend volgens dewelke ze zich ertoe verbinden de vertrouwelijkheid van de door het Rijksregister medegedeelde gegevens te eerbiedigen;

— zowel het Centrum voor Sociaal Beleid als DIMARSO N.V. en N.I.D. N.V. hebben de verbintenis aangegaan zich te onderwerpen aan de controle die zal ingericht worden door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

— nadat overgegaan werd tot de interviews en alle gegevens door DIMARSO N.V. in de computer werden ingebracht zullen de gegevensbestanden worden overgedragen aan het Centrum voor Sociaal Beleid. DIMARSO N.V. verbindt er zich toe de adresgegevens voor geen ander doel dan voor het desbetreffende onderzoek te gebruiken en na overhandiging van de gegevensbestanden aan het C.S.B. de adresgegevens te wissen;

— het Centrum voor Sociaal Beleid zal de door het Rijksregister medegedeelde persoonsgegevens in een apart bestand opslaan, los van dat met de gegevens met wetenschappelijk karakter. De twee bestanden kunnen slechts via een intern identificatienummer met elkaar in verband worden gebracht. Alleen de wetenschappelijke medewerkers van het Centrum, die daartoe speciaal aangeduid zijn, beschikken over de sleutel om beide bestanden met elkaar in verband te brengen;

— alleen de informatie met anoniem karakter zal verspreid worden;

2° de aanhef van het ontwerp van besluit verwijst uitdrukkelijk naar de artikelen 4 en 5 van de wet van 8 december 1992 met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Tenslotte kan nog aangestipt worden dat geen verplichting werd opgelegd aan de U.F.S.I.A. om de lijst van personeelsleden die toegang hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister mede te delen aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Dit wordt gemotiveerd doordat het koninklijkbesluit nr. 14 van 22 mei 1996 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van verwerking van persoonsgegevens (B.S. 30 mei 1996) deze mededeling evenmin oplegt. Artikel 6 betreft de verwerking van de zogenaamde "gevoelige gegevens".

A fortiori kan gesteld worden dat deze verplichting in dit geval, waarin dergelijke gegevens niet zullen verwerkt worden, niet moet opgelegd worden.

La Commission de la protection de la vie privée a émis son avis le 13 septembre 1996. Cet avis était favorable, sous réserve de quelques observations. Le projet d'arrêté et le présent rapport ont été adaptés à ces observations là où c'est apparu nécessaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE
Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

AVIS N° 23/96 DU 13 SEPTEMBRE 1996
DE LA COMMISSION DE LA PROTECTION
DE LA VIE PRIVÉE

Projet d'arrêté royal autorisant les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques, dans le cadre d'une enquête scientifique portant sur les conditions de vie des ménages belges

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 5, alinéa 2, b, modifié par les lois du 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu la demande d'avis du 19 juillet 1996 du Ministre de l'Intérieur;

Vu le rapport de M. E. Van Hove,
Emet, le 13 septembre 1996, l'avis suivant :

I. Objet de l'avis :

La demande d'avis concerne un arrêté royal présenté en exécution de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant la procédure permettant à des organismes scientifiques d'obtenir communication d'informations du Registre national à des fins de recherche.

L'arrêté royal du 3 avril 1995 soumet cette communication aux conditions suivantes :

En ce qui concerne l'organisme demandeur (art. 1^{er}) :

1. être doté de la personnalité juridique;
2. disposer du personnel et de l'infrastructure nécessaires à la recherche scientifique;
3. engager le personnel, par écrit, à respecter le caractère confidentiel des données du Registre national;
4. recourir à la sous-traitance, de manière très restrictive;
5. se soumettre au contrôle;
6. stocker les données nominatives du Registre national séparément en indiquant le nom des personnes qui ont accès à ces données;

7. ne diffuser que des informations anonymes lors de la communication des résultats aux tiers.

En ce qui concerne la recherche (art. 2) :

8. être reconnu par le Ministre de la Politique scientifique comme étant d'intérêt scientifique.

La demande doit être adressée au Ministre de l'Intérieur et être accompagnée de toutes les pièces prouvant que les conditions énumérées ci-dessus ont été remplies. En outre, la demande doit être accompagnée des statuts de l'organisme.

L'arrêté royal accordant l'autorisation doit mentionner :

1. les numéros des données du Registre national pouvant être communiquées;
2. le but de la communication;
3. le délai de conservation autorisé;

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bracht haar advies uit op 13 september 1996. Dit advies was gunstig, behoudens enkele opmerkingen. Het ontwerp van besluit en het onderhavig verslag werden waar nodig aangepast aan deze opmerkingen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van uw Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE
De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

ADVIES NR. 23/96 VAN 13 SEPTEMBER 1996
VAN DE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van een wetenschappelijk onderzoek naar de leefomstandigheden van de Belgische huishoudens

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, b, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op de adviesaanvraag vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 19 juli 1996,

Gelet op het verslag van de heer E. Van Hove,

Brengt op 13 september 1996 het volgende advies uit :

I. Voorwerp van het advies :

De adviesaanvraag betreft een koninklijk besluit dat voorgesteld wordt in uitvoering van het koninklijk besluit van 3 april 1995 dat de procedure instelt waardoor wetenschappelijke instellingen voor onderzoeksdoeleinden mededeling kunnen krijgen van informatiegegevens uit het Rijksregister.

Het koninklijk besluit van 3 april 1995 maakt die mededeling afhankelijk van de volgende voorwaarden :

Wat de aanvragende instelling betreft (art. 1) :

1. rechtspersoonlijkheid bezitten;
2. passend uitgerust zijn in personeel en infrastructuur voor wetenschappelijk onderzoek;
3. het betrokken personeel schriftelijk verbinden het vertrouwelijk karakter van de gegevens uit het Rijksregister te eerbiedigen;
4. zeer restrictief van onderaanneming gebruik maken;
5. zich onderwerpen aan controle;
6. de nominatieve gegevens uit het Rijksregister afzonderlijk opslaan en met naam de personen aanwijzen die toegang tot deze gegevens hebben;
7. in de rapportering aan derden enkel anonieme gegevens verstrekken.

Wat het onderzoek betreft (art. 2) :

8. Erkend worden door de Minister van Wetenschapsbeleid als zijnde van wetenschappelijk belang.

De aanvraag moet gericht worden aan de Minister van Binnenlandse Zaken en vergezeld zijn van alle stukken waaruit blijkt dat aan de voorgaande voorwaarden is voldaan. Daarenboven moet de aanvraag vergezeld zijn van de statuten van de instelling.

Het koninklijk besluit dat de machtiging verleent moet vermelden :

1. de nummers van de gegevens uit het Rijksregister die medege-deeld mogen worden;
2. het doel van de mededeling;
3. de toegestane termijn van bewaring;

4. les modalités de sous-traitance et l'identité des gestionnaires;

5. la date à laquelle la Commission a émis son avis.

La demande émane du "Centrum voor Sociaal Beleid", un centre de recherche des "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen". Ce groupe de recherche enquête sur l'efficacité de la sécurité sociale. La communication de données du Registre national est demandée, d'une part, pour actualiser les adresses des correspondants déjà interrogés en 1992 et, d'autre part, pour compléter cet échantillon par de nouveaux correspondants tirés au sort.

II. Examen de la demande :

Il ressort du dossier introduit que les conditions posées sont en grande partie remplies. Toutefois, deux aspects méritent d'être davantage éclaircis. Le premier concerne l'usage de la sous-traitance et le second se rapporte à la mise des fichiers de données envisagés à la disposition des tiers.

A. Sous-traitance.

Le projet prévoit de sous-traiter les enquêtes et le codage des données collectées par la société DIMARSO SA et sa filiale N.I.D. SA. Cette démarche se justifie par le fait que ces sociétés ont déjà exécuté par le passé des missions similaires pour le groupe de recherche concerné, qu'elles disposent d'un personnel expérimenté et qu'elles sont familiarisées avec les méthodes de travail du groupe de recherche.

Pour permettre cette sous-traitance, l'article 3 du projet précise que les membres du personnel de ces sociétés, en leur qualité de sous-traitants, ne doivent pas être considérés comme des tiers. Ils peuvent donc recevoir communication de toutes les données à caractère personnel transmises par le Registre national aux "UFSIA". On peut difficilement soutenir que, par ce fait, le contenu davantage restrictif de l'article 5 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 soit ici respecté, lequel stipule que les tâches d'un sous-traitant ne peuvent être que secondaires.

Il peut arriver que des organismes de recherche fassent appel à des sociétés extérieures pour effectuer des enquêtes. On peut cependant souligner que la constitution d'un réseau propre d'interviewers pourrait offrir de meilleures garanties de fiabilité scientifique et déontologique.

S'il était décidé de faire, malgré tout, appel à la sous-traitance, l'accès aux données à caractère personnel du Registre national doit faire, de toute manière, l'objet d'une définition plus précise. Dès lors, les sociétés n'ont besoin que des données 1° à 5° et ce, uniquement pour les correspondants de l'échantillon très large qui ont été effectivement approchés dans le cadre de l'interview et seulement pour la durée du travail sur le terrain.

La Commission estime qu'il est indiqué de lui transmettre les instruments d'enquête, avant la communication des données du Registre national, afin qu'elle puisse vérifier si les données demandées sont proportionnelles aux finalités ainsi exprimées; ce principe devrait figurer dans l'arrêté royal.

B. La mise de fichiers de données à la disposition des tiers.

Le rapport au Roi affirme que les données collectées serviront également à divers autres groupes de recherche collaborant à une enquête sur l'efficacité, la pertinence et la faisabilité politique de mesures sociales de protection pour les personnes âgées. Ces groupes de recherche, dont le nom n'est pas dévoilé, auront donc, à leur disposition, les fichiers de données constitués lors de cette enquête. L'arrêté royal du 3 avril 1995 ne prévoit pas cette communication de données mais seulement la diffusion et la publication des résultats d'enquête sous forme anonyme (art. 1°, 7°).

Pour qu'un fichier soit anonyme et qu'il ne contienne, dès lors, plus aucune donnée à caractère personnel, les nom, prénoms, adresse et numéro d'identification informatif éventuel doivent, évidemment, être effacés. En outre, il est exigé que les informations relatives à l'âge se limitent à l'année de naissance et que celles se rapportant au domicile se limitent à l'arrondissement ou l'agglomération urbaine. Il serait utile de rappeler ces exigences, ne fût-ce que dans le rapport au Roi.

Par ces motifs,
Sous réserve des remarques formulées précédemment, la Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,
J. Paul.

Le président,
P. Thomas.

4. de voorwaarden van onderaanneming en de identiteit van de bewerkers;

5. de datum waarop de Commissie haar advies heeft uitgebracht.

De aanvraag gaat uit van het Centrum voor Sociaal Beleid, een onderzoekscentrum van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen. Deze onderzoeksgroep doet onderzoek rond de doelmatigheid van de sociale zekerheid. De mededeling van gegevens uit het Rijksregister wordt gevraagd, enerzijds, om een actualisering van de adressen door te voeren van respondenten die reeds in 1992 werden bevroegd, en anderzijds, voor het aanvullen van deze steekproef met nieuwe toevallig gekozen respondenten.

II. Onderzoek van de aanvraag :

Uit het ingediende dossier blijkt dat aan de gestelde voorwaarden grotendeels is voldaan. Twee aspecten vergen echter een nadere toelichting. Het eerste betreft het gebruik van onderaanneming, het tweede betreft het voornemen gegevensbestanden ter beschikking te stellen van derden.

A. Onderaanneming.

Het ontwerp voorziet in de onderaanneming voor de uitvoering van de enquêtes en de codering van de verzamelde gegevens door de onderneming DIMARSO NV en haar dochteronderneming N.I.D. NV. Deze stap wordt verantwoord door het feit dat deze ondernemingen in het verleden voor de betrokken onderzoeksgroep reeds gelijkaardige opdrachten hebben vervuld, over ervaren personeel beschikken en vertrouwd zijn met de werkwijzen van de onderzoeksgroep.

Om deze onderaanneming mogelijk te maken wordt in art. 3 van het ontwerp gesteld dat de personeelsleden van deze ondernemingen in hun hoedanigheid van onderaannemers niet als derden beschouwd moeten worden. Zij kunnen dus mededeling krijgen van alle persoonsgegevens door het Rijksregister verstrekt aan het UFSIA. Men kan bezwaarlijk volhouden dat hierdoor de eerder restrictieve opstelling in artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 april 1995, wordt geëerbiedigd waar bepaald wordt dat de taken van een onderaannemer slechts bijkomstig mogen zijn.

Het kan gebeuren dat onderzoekinstellingen voor het afnemen van enquêtes beroep doen op externe ondernemingen. Toch kan er op gewezen worden dat grotere garanties van wetenschappelijke en deontologische betrouwbaarheid zouden kunnen worden geboden door de oprichting van een eigen netwerk van interviewers.

Indien beslist zou worden om toch op onderaanneming beroep te doen, moet in ieder geval de toegang tot persoonsgegevens van het Rijksregister veel preciezer omschreven worden. Zo hebben de ondernemingen enkel de gegevens 1° en 5° nodig en dit enkel voor deze respondenten uit de zeer grote steekproef die daadwerkelijk benaderd worden voor een interview, en enkel voor de duurtijd van het veldwerk.

De Commissie acht het aangewezen dat de opvragingsinstrumenten, vooraleer de gegevens uit het Rijksregister worden verstrekt, aan de Commissie worden overgemaakt, zodat zij kan nagaan of de opgevraagde gegevens proportioneel zijn met de aldus geformuleerde doeleinden; dit principe zou in het koninklijk besluit moeten worden vermeld.

B. Ter beschikking stellen van gegevensbestanden aan derden.

In het verslag aan de Koning wordt gesteld dat de verzamelde gegevens tevens dienstig zullen zijn voor verschillende andere onderzoeksgroepen die samenwerken aan een onderzoek betreffende de efficiëntie, billijkheid en politieke haalbaarheid van sociale beschermingsmaatregelen voor ouderen. Deze onderzoeksgroepen, die niet bi name worden genoemd, zullen dus de gegevensbestanden ter beschikking krijgen die in dit onderzoek worden opgebouwd. Het koninklijk besluit van 3 april 1995 voorziet niet in een dergelijke mededeling van gegevens, doch enkel in het verspreiden of publiceren van de onderzoeksresultaten in anonieme vorm (art. 1, 7°).

Opdat een bestand anoniem zou zijn, en dus geen persoonsgegevens meer zou bevatten, is vanzelfsprekend vereist dat de naam, de voornaam, het adres en een eventueel informatief identificatienummer verwijderd worden. Bovendien is vereist dat de informatie me betrekking tot de leeftijd beperkt zou worden tot het geboortjaar, en dat die met betrekking tot de woonplaats beperkt zou worden tot het arrondissement of de stedelijke agglomeratie. Het zou nuttig zijn om minstens in het verslag aan de Koning, aan die vereisten te herinneren. Op voorwaarde dat de gegevens aldus geanonimiseerd worden, heeft de Commissie geen bezwaar tegen de verspreiding van onderzoeksbestanden aan andere wetenschappelijke onderzoeksgroepen.

Om deze redenen :

Brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hiervoor gemaakt opmerkingen, een gunstig advies uit.

De secretaris,
J. Paul.

De voorzitter,
P. Thomas.

5 DECEMBRE 1996. — Arrêté royal autorisant les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête scientifique portant sur les conditions de vie des ménages belges

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, b, modifié par les lois des 15 janvier 1990, 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 4 et l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre;

Vu la décision du 22 décembre 1995 par laquelle Notre Ministre de la Politique scientifique reconnaît comme étant d'intérêt scientifique l'activité de recherche envisagée par les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen", pour laquelle la communication d'informations du Registre national est sollicitée;

Considérant que du dossier circonstancié communiqué à Notre Ministre de l'Intérieur par les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen", il ressort que l'activité de recherche envisagée répond en tous points aux conditions fixées par les articles 1^{er}, 3 et 5 de l'arrêté royal précité du 3 avril 1995;

Vu l'avis n° 23/96 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 13 septembre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'enquête envisagée doit avoir lieu dans le courant de l'année 1996;

Considérant qu'il est dès lors impérieux que les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" reçoivent communication des informations du Registre national qui s'avèrent nécessaires pour les besoins de cette enquête dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Politique scientifique et de Notre Ministre de la Justice, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le cadre de leur activité de recherche sur les conditions de vie des ménages belges, les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" sont autorisées à recevoir communication des informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 5^o et 9^o, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est limité à une période de cinq années qui précède la communication de ces informations.

L'utilisation des informations obtenues en communication du Registre national et visées aux alinéas 1^{er} et 2 est autorisée aux seules fins énumérées ci-après :

1^o pour la vérification des adresses d'environ 2 900 ménages belges qui ont déjà participé en 1992 à une interrogation similaire et qui seront invités à participer à l'activité de recherche faisant l'objet du présent arrêté;

2^o pour le tirage sur une base aléatoire d'un nouvel échantillon d'environ 8 000 ménages belges.

Les instruments d'interrogation utilisés en application du présent article doivent être soumis à la Commission de la protection de la vie privée avant que les informations du Registre national ne soient communiquées aux chercheurs.

Art. 2. La communication des informations du Registre national visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est faite au recteur des "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen".

5 DECEMBER 1996. — Koninklijk besluit waarbij aan de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van een wetenschappelijk onderzoek naar de leefomstandigheden van de Belgische huishoudens

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, b, gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990, 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 4 en op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn;

Gelet op de beslissing van 22 december 1995 waarbij Onze Minister van Wetenschapsbeleid het wetenschappelijk belang van de door de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" geplande onderzoeksactiviteit, waarvoor mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister gevraagd wordt, erkent;

Overwegende dat uit het omstandig dossier dat aan Onze Minister van Binnenlandse Zaken bezorgd werd door de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" blijkt dat de geplande onderzoeksactiviteit op alle gebied voldoet aan de voorwaarden vastgesteld door de artikelen 1, 3 en 5 van het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995;

Gelet op het advies nr. 23/96 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 13 september 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geplande onderzoek plaats zal hebben in de loop van het jaar 1996;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is dat de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" binnen de kortst mogelijke termijn de mededeling van de informatiegegevens uit het Rijksregister krijgen die nodig zijn voor het onderzoek;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Wetenschapsbeleid, en van Onze Minister van Justitie, en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het kader van hun onderzoeksactiviteit over de leefomstandigheden van de Belgische huishoudens wordt aan de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" machtiging verleend om mededeling te ontvangen van de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o en 9^o, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen aangebracht aan de informatiegegevens bedoeld in het eerste lid wordt beperkt tot een periode van vijf jaar die de mededeling van deze informatiegegevens voorafgaat.

Het gebruik van de informatiegegevens verkregen door mededeling uit het Rijksregister en bedoeld in het eerste en tweede lid is enkel toegestaan voor de hierna vermelde doeleinden :

1^o voor de controle van de adressen van circa 2 900 Belgische huishoudens die in 1992 reeds aan een gelijkaardige bevraging hebben deelgenomen en uitgenodigd worden om deel te nemen aan de onderzoeksactiviteit die het voorwerp uitmaakt van het onderhavig besluit;

2^o voor het trekken op willekeurige basis van een nieuwe steekproef van circa 8 000 Belgische huishoudens.

De opvragingsinstrumenten die worden gebruikt in toepassing van het onderhavige artikel dienen voorgelegd te worden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vooraleer de informatiegegevens uit het Rijksregister aan de onderzoekers worden verstrekt.

Art. 2. De mededeling van de informatiegegevens uit het Rijksregister bedoeld in artikel 1, eerste lid, wordt gedaan aan de rector van de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen".

La personne visée à l'alinéa 1^{er} désigne nommément et par écrit, parmi les membres du personnel du "Centrum voor Sociaal Beleid", ceux d'entre eux qu'elle autorise à faire usage de ces informations dans le cadre de leur activité de recherche, aux seules fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 3.

Art. 3. Les informations obtenues en communication du Registre national en application de l'article 1^{er} doivent être effacées ou détruites par les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" au plus tard le 31 décembre 1998.

Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa précédent :

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux;

2° les membres du personnel des centres de recherche DIMARSO S.A. et N.I.D. S.A. qui agissent en qualité de sous-traitants du "Centrum voor Sociaal Beleid" et qui sont agréés par Nous en cette qualité.

La communication d'informations par les "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" à DIMARSO S.A. et N.I.D. S.A. doit toutefois être limitée aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° et 5°, de la loi précitée du 8 août 1983. Elle peut uniquement se rapporter aux personnes auprès desquelles une interview sera effectivement réalisée.

Ces informations ne peuvent être conservées par DIMARSO S.A. et N.I.D. S.A. que pendant le temps nécessaire au travail sur le terrain. Elles doivent en tout cas être effacées le 31 décembre 1997.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Politique scientifique et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

De persoon bedoeld in het eerste lid duidt onder de leden van het personeel van het "Centrum voor Sociaal Beleid", met name en schriftelijk aan wie gebruik mag maken van de informatiegegevens in het kader van hun onderzoeksactiviteit, enkel voor de doeleinden vermeld in artikel 1, derde lid.

Art. 3. De informatiegegevens verkregen uit het Rijksregister met toepassing van artikel 1 dienen uiterlijk op 31 december 1998 door de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen", uitgewist of vernietigd te worden.

Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Worden niet, als, derden beschouwd voor de toepassing van het voorgaande lid :

1° de natuurlijke personen waarop deze informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° de personeelsleden van de onderzoekscentra DIMARSO N.V. en N.I.D. N.V., die optreden in de hoedanigheid van onderaannemers in opdracht van het Centrum voor Sociaal Beleid en in die hoedanigheid door Ons erkend worden.

De mededeling van informatiegegevens door de "Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius Antwerpen" aan DIMARSO N.V. en N.I.D. N.V. dient evenwel beperkt te blijven tot de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° en 5°, van de voormelde wet van 8 augustus 1983. Ze mag enkel betrekking hebben op die personen waarvan effectief een interview zal worden afgenomen.

Deze informatiegegevens mogen door DIMARSO N.V. en N.I.D. N.V. slechts bewaard worden gedurende de tijd die nodig is voor het veldwerk. Ze dienen in elk geval uitgewist te worden op 31 december 1997.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Wetenschapsbeleid, en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

F. 97 — 900

(C — 97/22356)

**25 AVRIL 1997. — Arrêté royal
fixant le cadre organique
du Secrétariat du Comité consultatif de bioéthique**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'accord de coopération sur l'installation du Comité consultatif de bioéthique, conclu à Bruxelles le 15 janvier 1993 entre l'Etat, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, approuvé par la loi du 6 mars 1995, notamment l'article 18, § 3;

Vu le décret du 6 décembre 1993 de la Communauté française;

Vu le décret du 16 mars 1994 de la Communauté flamande;

Vu le décret du 15 juin 1994 de la Communauté germanophone;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE**

N. 97 — 900

(C — 97 22356)

25 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van het Secretariaat van het Raadgevend Comité voor bio-ethiek

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot

Gelet op het samenwerkingsakkoord houdende oprichting van een Raadgevend Comité voor bio-ethiek, gesloten te Brussel op 15 januari 1993 tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, goedgekeurd bij wet van 6 maart 1995 inzonderheid op artikel 18, § 3;

Gelet op het decreet van 6 december 1993 van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 16 maart 1994 van de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 15 juni 1994 van de Duitstalige Gemeenschap;